

Participation relativement faible à l'élection présidentielle très contestée

RFI, 21-07-2015 Burundi : une présidentielle sans engouement Les bureaux de vote ont ouvert ce mardi au Burundi, où 3,8 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour une élection présidentielle à laquelle les principaux opposants ont refusé de participer. Au cours de la nuit, des explosions et des tirs ont été entendus. Le bilan est d'au moins deux morts. Des violences qui se sont répandues peu avant l'ouverture des bureaux. [Photo : Une barricade en feu, ce mardi 21 juillet, dans le quartier de Nyakabiga, à Bujumbura.]

Les bureaux de vote ont ouvert à 6h TU, après des mois de contestation contre la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Une contestation qui a été violemment réprimée. Les principaux responsables de l'opposition ont annoncé lundi 20 juillet leur retrait du scrutin, jugeant qu'il n'avait aucune chance d'être pluraliste. Des violences ont éclaté dans la nuit de lundi à mardi et ont fait au moins deux morts : un policier et un civil. Pour les Etats-Unis, ce scrutin n'est « pas crédible » et va « discréditer » le gouvernement. Pas de résultats avant deux ou trois jours. A Kinama, un quartier populaire du nord de Bujumbura qui n'a jamais connu de manifestation contre un troisième mandat de Pierre Nkurunziza, les bureaux ont ouvert très tôt. Ils ont connu une faible affluence tout au long de la journée. Celle-ci a toutefois été plus élevée que dans les quartiers contestataires de la capitale, où le taux de participation n'a pas dépassé les 20 %. A Kinama, considéré comme un bastion du camp présidentiel, le mot d'ordre de boycott a été vigilement suivi. Le taux de participation est d'environ 40 %. Et dans les 4/5e de la vingtaine de bureaux de vote que compte le quartier, le constat est très clair : le principal opposant, Agathon Rwasa est en tête. Un résultat qui ne concerne que ce quartier. Ce soir, les résultats vont être acheminés vers la Commission électorale communale qui va se charger de les compter avant de les envoyer à la Cni qui ne devrait pas donner de résultats provisoires avant deux ou trois jours, selon son président. La Cni ne donne pas non plus de chiffres sur le taux de participation, ce qui fait dire à l'opposition burundaise que c'est pour pouvoir manipuler son aise les résultats de cette présidentielle très contestée. Du retard à l'allumage A Kamenge, un quartier réputé acquis au président Pierre Nkurunziza où se trouvait notre envoyé spécial à l'heure prévue pour l'ouverture des bureaux de vote, à 6h (TU), il y avait du retard. Le matériel électoral, et notamment les précieux bulletins de vote portant le nom de huit candidats - bien que trois d'entre eux ont affirmé boycotter ces élections -, ont été amenés dans ce bureau de vote à 6h30 seulement. Un déploiement tardif l'une des mesures de sécurité mises en place par la Commission électorale nationale indépendante (Cni) pour éviter qu'il y ait des attaques. Participation relativement faible Dans les bureaux de la commune de Bugarama, dans la province Muramvya dans le centre du pays il n'y avait pas foule devant les bureaux de vote, où les équipes étaient en place. Un peu avant 8h, ce mardi, seulement 1/16e des électeurs étaient présents. Une faible affluence si l'on compare avec les scrutins précédents, selon le président de l'un des bureaux de vote, interrogé par RFI. « On dit que la population ne se sent pas de la même manière. Aujourd'hui, ici, la population se sent un peu, tandis que lors des élections précédentes, ils venaient massivement. » On dirait qu'ils vont venir tardivement, parce que l'on clôturer les élections à 16h. », explique-t-il. Une comparaison qui vaut selon lui pour les scrutins des élections communales et législatives du 29 juin dernier comme de la précédente élection présidentielle de 2010 au Burundi. A 14h, moins des deux tiers des électeurs étaient présents aux bureaux de vote des communes de Gitega, Giteha et Kabanga. « Ils viendront peut-être encore après les travaux champêtres ou après avoir fait le marché », se veulent rassurants les présidents des bureaux de vote. « En tout cas cela n'a rien à voir avec le troisième mandat » assurent-ils, et un mandataire du pouvoir ajoute, passablement éternel, « ce sont des faignants ces paysans, mais ils viendront ». A la mi-journée, dans la province de Rutana, le terme de participation est d'environ 50 %. Les présidents des bureaux de vote rencontrés se disent dans l'ensemble satisfaits. Lors du scrutin du 29 juin dernier, lors des élections législatives et communales, le gouvernement avait annoncé un taux de participation à la mi-journée de 95 % en provinces. On en est loin, à la mi-journée, dans les bureaux de vote qu'a pu visiter RFI. Dans les autres provinces, les présidents de bureaux disaient parfois que la participation était moins importante que lors des législatives et des communales, parce qu'il y a un autre enjeu : le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. La population se divise entre ceux qui sont favorables à ce troisième mandat, et ceux qui sont contre. Un même électeur peut donc très bien avoir voté aux communales et aux législatives et ne pas voter pour les présidentielles, y compris s'il est membre proche du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. A Muramvya par exemple, la population montrait des cartes d'électeurs avec des tampons pour les législatives et les communales : « La plupart d'entre nous on avait pas de problèmes avec les conseillers communaux, mais il y en a parmi eux qui sont contre le troisième mandat » explique un jeune. Dans les quartiers sud, où les manifestations ont été nombreuses contre la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, les agents électoraux s'ennuient, a pu constater RFI. Certains jouent au carte, d'autres sont assis dehors et discutent. D'autres font une sieste. Dans ces quartiers, le taux de participation est très bas, parfois extrêmement bas. A Musaga, par exemple, moins de 10 % des électeurs étaient placés à 13h, ce mardi. La participation est plus élevée dans les quartiers nord, où les taux grimpaient jusqu'à 40 %, à la mi-journée. Mais les chefs de bureaux sont unanimes pour dire que la participation est en baisse par rapport aux législatives. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, dont la candidature à un troisième mandat est au centre de la crise qui a conduit à la mort d'au moins 80 personnes ces dernières semaines, a pour sa part voté dans la matinée au bureau de vote de Buye, accompagné de son épouse et entouré de fidèles et de journalistes de la presse burundaise et internationale. Violence avant l'ouverture des bureaux Pour la première fois depuis la mise en place de la médiation, des violences ont éclaté lundi soir au Burundi, la veille du scrutin. Des tirs ont retenti d'abord lundi soir dans plusieurs quartiers périphériques contestataires de Bujumbura. Des explosions ont été entendues, suivies de rafales de tirs nourris qui se sont déroulées de quartiers en quartiers. Les policiers que RFI a pu croiser n'ont pas pu expliquer exactement ce qu'il s'était passé, si ce n'est qu'il ont reçu l'ordre de tirer à vue. Les violences ont duré jusqu'à ce mardi matin. Les derniers tirs ont été entendus avant 6h TU, dans les quartiers sud de la capitale. Lundi, Willy Nyamitwe, porte-parole de la présidence burundaise, a

des attaques des terroristes destinées à perturber le scrutin. L'opposition accuse pour sa part la police et les jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure de la ligue de jeunesse du CNDD-FDD, de s'attaquer à ses partisans dans les quartiers contestataires. Au moins deux personnes ont été tuées au cours de ces affrontements très violents. L'une des deux victimes recensées est un policier. L'autre est un militant du MSD, un parti d'opposition.

Les actions de l'ONU et des Etats-Unis Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les autorités à « tout faire pour assurer la sécurité et la tenue pacifique » et invité toutes les parties à s'abstenir de commettre toute forme de violence qui pourrait compromettre la stabilité du Burundi et de la région.

Après les Nations unies, les Etats-Unis ont aussi réagi, ce mardi, alors que les burundais votaient. Les Etats-Unis préviennent que des élections tenues dans les conditions régnant actuellement au Burundi ne seront pas crédibles et discréditeront davantage le gouvernement.

a déclaré John Kirby, porte-parole du département d'Etat. Un appel au boycott sans effet sur les bulletins de vote Les bulletins de vote comportent les noms de huit candidats, alors que trois d'entre eux ont formellement dit leur intention de boycotter le scrutin. Jean Minani, président du parti Frodebu-Nanyuki, deux anciens chefs de l'Etat du Burundi, Domitien Ndayizeye et Sylvestre Ntibantunganya, se sont en effet retirés de l'élection en expliquant que le scrutin ne « répond pas aux normes internationales ». Pierre Claver Ndayicariye, président de la Commission nationale indépendante, juge que l'annonce du retrait des trois candidats n'est pas conforme aux règles, et justifie leur maintien sur les bulletins, car la lettre collective qu'ils ont adressée à la CENI n'est pas un retrait de dossier de candidature déposée bien et publiquement. Il annonce une annonce de retrait intervenue la veille [à 17h] via les médias et via les lettres collectives » et confirme que les résultats seront comptabilisés. Pour Sylvestre Ntibantunganya, l'un des candidats qui a signé la lettre adressée à la CENI, « dès lors que [la CENI a] reçu notre correspondance, ils doivent absolument tenir compte ». L'ancien chef de l'Etat burundais souligne par ailleurs avoir participé à la médiation conduite par le président ougandais Yoweri Museveni. Au bout de ces négociations, qui ont été suspendues, et le facilitateur l'a même dit, il y a certainement des conclusions qui se tirent », a déclaré Sylvestre Ntibantunganya au micro de RFI.